GOD SAVE HADOPI!

LE 17 AOÛT 2009 STÉPHANE FAVEREAUX

Posons le décor : des pirates, des législateurs, des internautes, une loi, des coupures d'accès au web, une opposition qui aurait pu voire dû s'opposer davantage, le tout délicieusement voté dans des conditions à faire peur dans un parlement plutôt peu rempli. Bienvenue en France, terre de libertés. Posons un autre décor : des pirates, des législateurs, [...]

Posons le décor : des pirates, des législateurs, des internautes, une loi, des coupures d'accès au web, une opposition qui aurait pu voire dû s'opposer davantage, le tout délicieusement voté dans des conditions à faire peur dans un parlement plutôt peu rempli. Bienvenue en France, terre de libertés.

Posons un autre décor : des pirates, des législateurs, des internautes, un projet de loi, un royaume, des débats en cours. Une pâle copie d'Hadopi : Bienvenue en Angleterre.

La scélératesse d'Hadopi sera solennellement votée lors de la session de rentrée du parlement, et pendant ce temps, de l'autre côté du Channel, les thuriféraires du droit d'auteur et autres membres du gouvernement travaillent, bien qu'ils aient connu la levée de boucliers française sur le Web, sur un projet de loi très similaire à hadopi pour protéger les intérêts des auteurs et éditeurs de musique britanniques...

Selon le très bien informé *The Independant*, l'auteur du projet de loi, Peter Mandelson, ministre du commerce, travailliste (si si !!), souhaiterait des sanctions similaires aux représailles françaises contre les internautes. Les tendances politiques s'inversent sur les terres de sa Majesté Elizabeth 2! La conduite à gauche britannique ne ressemble guère à la conduite à gauche française. Idem pour la droite. Il est très curieux de noter, selon les infos du *Times*, que David Geffen, le Pascal Nègre local mais en plus influent, papotait en toute allégresse avec l'auteur de la loi, en Grèce, voici peu, lors de leurs vacances... Les collusions anglaises n'ont rien à envier aux conflit d'intérêts ministériels français (http://owni.fr/2009/07/24/frederic-mitterrand-ministre-de-la-sacd/).

Le droit de coupure de l'accès au web sera confié à une autorité administrative : l'ofcom (http://www.ofcom.org.uk/) qui, à l'instar d'Extelia en France (http://owni.fr/2009/07/22/ne-bougez-plus-avec-la-poste/), collectera les IP. L'arsenal répressif étant quasiment identique au nôtre : ralentissement du débit, coupure de l'accès Internet, amendes jusqu'à 50 000 € (58 000 €).

Pour accorder son soutien aux gouvernements, chaque pays à ses leaders d'opinion. En France, nous avions Benabar... Les Britanniques ont Lily Allen... Cette grande poétesse citée par le quotidien britannique *The Independant* explique ainsi son soutien à ce projet de loi : « Les seuls responsables sont ceux qui téléchargent de la musique illégalement, parce qu'il n'y a plus d'argent pour les groupes. » Il est fort probable que la chanteuse n'ait eu accès aux études montrant que les téléchargeurs consomment 36 % de CD ou DVD de plus que les jeunes gens respectueux du droit d'auteur. En effet, une telle saillie ne peut émaner que de quelqu'un de très au fait des enjeux et débats sur les téléchargements, la répartitions des droit d'auteurs, les répercussions sociales d'une telle loi.



Cette loi est absolument délicieuse dans un pays où Radiohead avait vendu son album aux internautes en leur laissant tout le loisir d'en fixer le prix, où Blur, connu pour sa délicatesse et sa grande poésie dans les médias anglais, soutient un mouvement anti GB-hadopi. Le groupe s'est porté à la tête de la *Featured Artists Coalition* aux côtés de Tom Jones, Mark Kelly (Marillion), Annie Lennox, Robbie Williams, Nick Mason (Pink Floyd), et en appel à la désobéissance civile.

Au moins, les débats ne seront pas aussi ternes qu'en France. Blur et Carla B. ne boxent pas dans les mêmes catégories. Et les politiques s'expriment très clairement à ce propos. Tom Watson, ancien ministre travailliste, opposé à son propre camp à la façon d'un J. Lang, ne veut pas transformer les anglais en « *criminels* » et « *entraver le développement de technologies* » pouvant « *transformer la société* ». Mais le développement social est-il si essentiel quand les intérêts financiers et les droits d'auteurs sont en jeu ?

La gauche britannique veut légiférer contre les internautes et le développement numérique et prend donc le contre pied de la gauche française. Les partisans de la pénalisation des auteurs de téléchargement illégaux auront fort à faire contre les travaillistes qui veulent se racheter une honnêteté politique quand les conservateurs s'opposent à une loi qui marche, à l'évidence, à l'encontre de ses intérêts électoralistes...

Débats et plagiat de loi à suivre.

Le projet de loi anglais est ici : http://www.independent.co.uk/arts-entertainment/music/news/the-net-closes-in-on-internet-piracy-1772820.html

Tom Watson dit ce qu'il pense là :

http://www.independent.co.uk/opinion/commentators/tom-watson-heavyhanded-regulation-will-not-help-to-nurture-creative-talent-in-the-digital-age-1772821.html

Le site de la Featured Artists Coalition :

http://www.featuredartistscoalition.com/showscreen.php?site_id=161&screentype=site&screenid=161

Le twitter de la FAC : http://twitter.com/featuredartists



JEMERY

le 17 août 2009 - 12:55 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK

Il manque d'autres interrogations ? qui sera leur anéfé albanul ? ils auront droit aussi aux parefeu OpenOffice ? il auront les comparaison foireuses "automobilesque" ? vont ils labelliser le web aussi ? auront ils leur défavorable Riester ou pas ? En tout cas pour répondre à ces questions tellement plus intéressante que la loi en elle même ... je suivrais cela, histoire de voir de quel côté du détroit ont est plus Manche sur ce sujet ...

PS : les jeux de mots de ce commentaires sont aussi pathétiques que la loi qu'ils veulent faire passer ...je m'en excuse ... ;-)





VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE